

DICTIONNAIRE

ANALYTIQUE

D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

Dictionnaire analytique d'économie politique

Charles Ganilh



Ladvocat, Bruxelles, 1826

Exporté de Wikisource le 13/08/2018

Préface

Accumulation - Agio - Agiotage - Agriculture - Amortissement
- Annuité - Anticipation - Apprentissage - Argent - Arriéré -
Assurances - Baisse - Balance - Banques - Banqueroute - Blé -
Bourse - Cadastre - Canaux - Capitaux - Change - Circulation -
Colonies - Commerce - Compagnies de commerce -
Concurrence - Consommations - Contributions - Corporations -
Crédit - Débouchés - Déficit - Demande - Denrées - Dépenses -
Dette publique - Division - Division du travail - Douanes -
Échanges - Économie politique - Économies - Effets publics -
Emprunts publics - Entrepôts - Escompte - Exportations -
Famines - Fermages - Finances - Fonds - Frais - Grains -
Hausse - Importations - Industrie - Intérêt - Lettres de change -
Loteries - Luxe - Machines - Maitrises - Manufactures -
Maximum - Monnaie - Monopole - Navigation - Offre - Or et
Argent - Papier-monnaie - Pauvres - Population - Primes - Prix
- Production - Profits - Rente de la terre - Revenu - Richesse -
Salaires - Spéculation - Systèmes - Taxes - Terre - Tontines -
Travail - Valeur - Virement

L'ÉCONOMIE politique, long-temps égarée par l'esprit de système, n'a plus à déplorer de funestes écarts, depuis qu'elle a pris pour guide et pour régulateur l'observation, l'expérience et la raison, ces sources fécondes et inépuisables des connaissances humaines. Dans cette nouvelle direction, elle a fait des progrès si rapides, qu'elle est arrivée bien près du but, si elle ne l'a pas atteint. L'immortel ouvrage d'Adam Smith a, pour ainsi dire, créé la science d'un seul jet, il l'a assise sur des fondemens si solides, que les nombreuses modifications qu'elle subit depuis trente années sur plusieurs points essentiels, ne l'ont point ébranlée. Comme l'or s'épure aux feux du creuset, la critique a donné plus de relief et de lustre à la science économique. Malgré la fragilité de quelques parties de ses matériaux, elle est parvenue à toute la certitude des sciences morales et politiques. Ses doctrines sont à présent si bien établies qu'on ne peut, sans les connaître ; prendre part à la direction des affaires, des intérêts et des prospérités des peuples. Il est même permis de croire qu'à mesure que ces grands objets occuperont davantage l'attention générale, elle prendra place parmi les connaissances que les esprits cultivés ne peuvent pas ignorer. Il est impossible que dans un siècle de lumières, elle n'obtienne pas toute la considération qu'elle mérite par son importance et son utilité.

L'objet spécial de l'économie politique est investigation du

phénomène de la richesse moderne, de sa nature, de ses causes, de ses procédés et de son influence sur la civilisation.

Dans l'observation de ce phénomène, on est d'abord frappé du contraste de la richesse ancienne et de la richesse moderne. Sous quelque point de vue qu'on envisage l'une et l'autre, on n'aperçoit entre elles aucun point de contact, aucune connexité, aucune relation : ce sont deux choses essentiellement dissemblables.

L'ancienne richesse consistait dans les dépouilles des vaincus, les tributs des pays conquis et les produits de l'esclavage des classes laborieuses, qui formaient alors les trois quarts de la population ; elle reposait par conséquent sur la force, l'oppression et la dégradation de l'espèce humaine.

La richesse moderne présente un autre caractère, d'autres principes, d'autres mobiles et d'autres lois.

Elle dérive du travail ; de l'économie et du marché ; s'écoule, circule, arrive à toutes les classes de la population par les grands canaux des salaires du travail, des profits du capital, de la rente de la terre et des contributions publiques, et répand partout le bien-être, l'aisance, les commodités et les jouissances de la vie. Dans sa formation, dans son cours, dans sa distribution elle est irréprochable, inoffensive et fidèle à tous les devoirs de la morale et de l'humanité ; ses vices ne sont pas inhérents à sa nature ; ils lui viennent des passions humaines qui peuvent offenser les meilleures institutions mais ne peuvent pas les dégrader.

Ce rapprochement succinct des deux richesses, démontre, sans contredit, la supériorité de la richesse moderne sur

l'ancienne, et l'on doit se féliciter qu'elle lui ait été préférée ; mais, il faut en convenir, cette préférence doit exciter quelque surprise. Comment des peuples accoutumés à fonder leur subsistance, leur aisance et leur richesse sur le pillage, la misère et les souffrances de leur semblables, consentirent-ils à ne les devoir qu'au travail et à l'économie ? c'est un des plus grands prodiges de la société civile.

Et qu'on ne croie pas qu'on doit en faire honneur aux progrès des lumières et de la civilisation, elles n'y ont aucune part ; on découvre ailleurs son principe et sa cause ; il se rattache à la catastrophe qui replongea la civilisation dans la barbarie ; il remonte à l'invasion de l'empire-romain par les Barbares, au partage des terres et de la population qui les cultivait, à la fusion des vainqueurs et des vaincus dans un nouvel ordre social.

La co-propriété du sol entre le vainqueur et le vaincu effaça la honte du tribut, et fit du conquérant un propriétaire.

D'un autre côté, l'incorporation du cultivateur à la terre, changea l'esclavage en servage, affranchit le serf du droit de vie et de mort, qui retranchait l'esclave de la vie civile, et ouvrit la route de la civilisation à la plus grande partie de la population. Ces innovations dans les personnes et dans les choses, introduisirent une nouvelle économie sociale ou un nouveau mode de subsister et de s'enrichir.

L'attrait de la propriété inspira au propriétaire le désir de l'améliorer, et comme il n'y a point d'amélioration sans avances ni d'avances sans économies, la propriété fut le véhicule de l'économie et l'économie le principe vital de la propriété.

D'ailleurs, l'association du serf à la production par sa part dans les produits, qui lui tenaient lieu de salaires, fut pour lui un encouragement permanent au travail.

C'est ainsi que pour la première fois, depuis les temps historiques, l'économie sociale ou le mode de subsister et de s'enrichir, dépendit du travail de l'économie.

Pendant plusieurs siècles, ces deux nouvelles sources de richesse furent peu fécondes et peu profitables pour les peuples, elles, étaient desséchées ou épuisées par les guerres civiles et religieuses, par la dispersion des pouvoirs publics, par la dissolution de tous les liens sociaux. Heureusement il y a un point que les misères humaines ne peuvent pas dépasser. Lorsque les choses sont tombées si bas, qu'elles ne peuvent plus descendre ; comme elles ne peuvent périr, parce que la société civile est impérissable, ni rester dans un état permanent d'abaissement et de dégradation, parce que l'espèce humaine est essentiellement perfectible, elles se relève par leur propre élan, suivent l'impulsion de l'instinct et se dirigent vers le but assigné à leur nature.

Quand ce moment fut arrivé pour les peuples modernes, le travail et l'économie réparèrent graduellement tous les désastres de la guerre et de l'anarchie, fécondèrent tous les germes de prospérité, et jetèrent les fondemens de l'industrie civile qui distingue si éminemment les peuples modernes des peuples de l'antiquité. Je n'essaierai pas de tracer ici le tableau des avantages que la nouvelle économie sociale dispensa aux individus, aux peuples et aux gouvernemens, ce serait écrire l'histoire de la civilisation, et je n'ai pas de si hauts desseins ; mais il doit m'être permis de faire remarquer l'étendue de ses

résultats. On jugera par ce qu'on a fait de ce qu'on doit en attendre ; et l'on en conclura sans doute qu'au point où elle est parvenue, on ne peut ni la faire rétrograder ni l'empêcher d'accomplir ses destinées.

Avec les produits du travail et de l'économie, les classes laborieuses, ou plutôt les trois quarts de la population, jusqu'alors déshérités des droits communs à toute la race humaine, ont successivement acheté et payé,

La liberté des serfs et l'affranchissement des communes ;

Le droit de travailler, d'acquérir et de posséder des terres ;

Les privilèges des corporations, des villes et des provinces ;

La protection de l'autorité judiciaire, de l'administration et de la puissance publique ;

Les établissemens consacrés au culte religieux, à l'enseignement et au soulagement de l'humanité ;

L'admission des plébéiens aux fonctions sacerdotales, judiciaires, administratives et militaires ;

L'introduction du tiers-état dans les assemblées politiques et administratives ;

L'aggrégation de la bourgeoisie à la noblesse et aux classes privilégiées, et la participation de tous les individus à tous les droits civils ;

En un mot, le grand corps du peuple ne jouit dans la moderne société civile, d'aucune faculté, d'aucun droit, d'aucune liberté qu'il ne les ait achetés et payés avec les produits de son travail et de ses économies.

Les choses n'en sont pas même restées là :

En circulant dans toutes les classes de la population, les richesses acquises par le travail et l'économie ont rapproché les distances civiles, nivelé les inégalités politiques, rendu plus accessibles les rangs et les sommités de la vie civile, et assis l'état social sur la base incommensurable de l'individualité ; les ordres, les grandes et les petites corporations qui avaient si long-temps formé l'état social parce qu'ils concentraient en eux toutes les richesses, toutes les lumières, toutes les considérations ; n'en sont plus qu'une faible partie depuis que les grandes masses de la population sont entrées avec eux en partage des richesses, des lumières et de toutes les illustrations qui font la gloire et l'ornement de la société civile.

L'État politique restera-t-il étranger aux changemens que le travail et l'économie ont effectués dans l'état social ? Les causes si efficaces dans un cas seront-elles impuissantes dans l'autre ? Les pouvoirs sociaux resteront-ils la propriété exclusive de quelques familles privilégiées ou seront-ils le droit commun de tous ceux qui supportent les charges de l'état ? il ne peut pas même s'élever de doute à cet égard.

Les richesses acquises par le travail et les économies des peuples sont à présent d'une si haute importance, qu'elles ont besoin d'être garanties ; et où peut-on chercher cette garantie ?

Ce n'est pas certainement dans un pouvoir de la nature de celui qui fonda si long-temps sa puissance sur les fléaux de la guerre, de l'esclavage et de la dégradation de l'espèce humaine. Un tel pouvoir n'a rien de commun avec celui qui vit des contributions de toute la population : eût-il la même origine, ce que je n'examine pas, il a subi tant de métamorphoses qu'il ne doit plus se reconnaître lui-même, et

ne doit pas redouter celle que lui impose encore le changement qu'a éprouvé l'état social. Si ce pouvoir, de militaire qu'il était dans l'origine, a dû se transformer successivement en despotique, en absolu, en tempéré, je ne vois pas pourquoi il ne serait pas constitutionnel. Si, comme cela me paraît évident, les richesses acquises par le travail et l'économie ne peuvent se conserver et s'accroître, qu'autant qu'elles reposent sur des garanties légales, le pouvoir constitutionnel est la conséquence nécessaire et inévitable du moderne système économique.

Serait-ce donc ce résultat qui serait la cause du peu d'intérêt que les gouvernemens ont pris à la science de l'économie politique ? en ce cas, ils seraient tombés dans une grave méprise.

En effet, la science économique ne crée pas plus l'économie sociale que la science de l'électricité ne crée la foudre ; l'une et l'autre cherchent les causes, les procédés, et les effets de ce qui est, mais elles ne le créent pas ; seulement elles le font connaître, elles le mettent en évidence. Quand donc la science économique expose les causes de la richesse moderne et les fait dériver du travail et de l'économie, c'est un fait qu'elle constate, et qui, quand elle ne le constaterait pas, n'en existerait pas moins. Quand elle recherche par quels moyens on peut rendre le travail et l'économie plus productifs pour la richesse ; comment on peut les améliorer et les perfectionner, et en tirer de plus grands avantages, il, n'y a dans tout cela rien qui doive effrayer le pouvoir le plus inquiet et le plus ombrageux.

Se persuaderait-on que la richesse produite par le travail et l'économie ne peut tirer aucun avantage des lumières de la

science économique, qu'elle serait plus prospère dans l'ignorance et les ténèbres, et que les mesures qui l'altèrent et souvent la compromettent seraient moins fâcheuses si l'on ignorait l'étendue des dommages qu'elles lui font éprouver ?

Si telle est la pensée du pouvoir, qu'il connaît mal sa situation et les intérêts de sa puissance, de sa considération et de sa gloire !

Quelle que soit la nature du pouvoir, il ne peut désormais se passer d'un immense revenu, ni le prendre que sur le revenu du peuple, qui lui-même ne peut produire un revenu proportionné à ses besoins et à ceux du pouvoir que par le meilleur emploi de son travail et de ses économies ; comment-donc la science, qui ne s'occupe qu'à rendre ces emplois plus productifs, serait-elle hostile au pouvoir ? elle est au contraire son auxiliaire le plus utile et le plus puissant. Tant que le pouvoir ne pourra pas se passer de la richesse, ou plutôt tant que la richesse sera la mesure de la puissance, la science, qui se consacre à la production de la richesse, est la science du pouvoir, et s'il n'encourage pas ses progrès et l'abandonne à elle-même, c'est qu'il ne connaît pas toujours ses amis et les traite souvent en ennemis.

Mais un pays peut-il en effet attendre de grands secours de la science économique ? ses systèmes, ses controverses, les dissentimens de ses écrivains les plus recommandables n'autorisent-ils pas le discrédit dans lequel elle est restée depuis qu'elle a fixé l'attention publique ?

Sans doute ses commencemens ont été difficiles et fâcheux ; elle ne s'est fait connaître que par des systèmes qu'il a fallu abandonner. L'éclat qu'ils lui donnèrent ne servit qu'à rendre